



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

HUBERT VÉDRINE

L'avenir de la géopolitique

Les Carnets des Dialogues du Matin

HUBERT VÉDRINE

L'avenir de la géopolitique

NOVEMBRE 2016

Sommaire

- Présentation p. 5
Jean-Claude Seys
- Avant-Propos p. 9
Dominique Lecourt
- L'avenir de la géopolitique p. 13
Hubert Védrine
- Débat avec la salle p. 29
- Les publications
de l'Institut Diderot p. 49

Présentation de l'invité

Monsieur le Ministre,

Nous avons été dans l'obligation de refuser plus de 60 personnes ce soir, faute de places. Je sais que votre analyse sur le « décrochage des peuples par rapport à la construction européenne » n'est pas la seule raison de ce succès.

Il me revient le privilège de vous accueillir et de vous présenter à l'auditoire. Je me prête donc à l'exercice, même si chacun ici, je le sais, vous connaît.

Vous sortez de l'ENA en 1974. La promotion Simone Weil nous offrira deux ministres. Élisabeth Guigou, première femme à occuper le poste de Garde des Sceaux, et un ministre des Affaires étrangères.

Mais avant d'occuper ce prestigieux ministère, vous êtes élu Député suppléant (PS) dans la première circonscription de la Nièvre en 1978. Un département cher à François Mitterrand, comme chacun sait.

Vous rejoignez le Ministère des Affaires étrangères en 1979.

En 1981, le Président Mitterrand vous appelle à l'Élysée comme Conseiller diplomatique. Vous avez alors 34 ans.

En 1988, vous devenez Porte-parole de l'Élysée après la réélection de François Mitterrand, puis Secrétaire Général en 1991 jusqu'en 1995 ; année où vous entrez au Conseil d'État.

La même année, vous publiez votre second ouvrage. Un livre passionnant de 800 pages sur la politique étrangère de l'ancien Président : *Les Mondes de François Mitterrand*. En 2005, vous publierez également une biographie du Président Mitterrand dans la collection « Découvertes » chez Gallimard : *Mitterrand, un dessein, un destin*.

L'ouvrage qui se trouve devant vous est votre 16^{ème}, sans compter votre *Rapport sur la France et la mondialisation* de 2007 qui marqua les esprits et votre rapport pour le Président Hollande sur l'OTAN de 2012.

En mai 1997, le premier ministre Lionel Jospin vous choisit, et le Président Chirac vous nomme Ministre des Affaires étrangères, fonction que vous conserverez 5 ans jusqu'au terme de la cohabitation en mai 2002.

En 2003, vous créez une société de conseil en stratégie géopolitique et travaillez à ce titre avec plusieurs grandes entreprises françaises.

Cette même année, vous prenez la tête de l'Institut François Mitterrand. Permettez-moi un petit clin d'œil historique, puisque vous avez succédé à ce poste à Jean Kahn, le beau-père de Dominique Lecourt.

En 2007, le Président Sarkozy vous propose d'entrer au

gouvernement et de reprendre les affaires étrangères. L'affaire ne se fait pas mais, vous acceptez la charge de rédiger un rapport au Président de la République sur la France et la mondialisation que j'ai cité précédemment.

Chroniqueur sur France Culture, administrateur de sociétés, enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, membre du conseil d'administration de l'Institut de relations internationales et stratégiques... J'en oublie volontairement.

Je suis heureux d'accueillir un homme qui nous propose des outils afin que le monde politique, mais également celui de l'entreprise, soient désormais capables de penser le long terme.

Permettez-vous de passer la parole au Professeur Lecourt afin qu'il introduise notre échange avant de vous laisser la parole.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

Avant-Propos

Monsieur le Ministre,

Ce jeudi 26 juin 2016 restera, selon toute vraisemblance, une date marquante dans l'histoire de l'Europe moderne. Et cela, quelle que soit la réponse apportée par le peuple britannique à la question que lui a posée David Cameron à propos de l'Union européenne : « In or out ? ».

Je me réjouis que ce soit précisément à cette date que vous puissiez nous rencontrer pour faire le point sur l'ordre, c'est-à-dire aussi d'abord le désordre de notre monde, tel qu'il s'offre à l'analyse et à la réflexion de la géopolitique.

Nous consacrons nos efforts à une tâche étrange et difficile, celle d'explorer l'avenir. Nous savons que nous ne pourrons pas le connaître. Mais nous savons aussi que nous devons le penser. Y réfléchir à fond pour le saisir lorsqu'il vient par surprise éclairer le présent d'un jour inattendu.

Dans les différentes et éminentes fonctions que vous avez occupées, vous n'avez jamais manqué d'adosser votre réflexion toujours globale au souci de l'action ; ce qui est bien l'une des missions que s'est donnée l'Institut Diderot.

Après nous être interrogés avec Pierre Grosser sur « l'avenir de la diplomatie », nous avons procédé à plusieurs études de cas saisis dans l'actualité la plus brûlante. Alexandre Adler est venu nous donner à chaud son analyse de la crise ukrainienne. L'ambassadeur de Russie en France a fait le point sur les malentendus qui affectent depuis plusieurs années les relations entre nos deux pays.

Anne-Sophie Larroque a donné les clés historiques indispensables pour comprendre le conflit acharné qui oppose depuis des siècles les chiïtes et les sunnites dans le monde islamique. L'ambassadeur de la république islamique d'Iran à Paris a bien voulu éclairer à notre intention un autre tragique malentendu, au moment où nos deux pays ont à affronter un ennemi commun sous la forme du soi-disant « État islamique ».

Nous avons pu réfléchir avec nos invités sur la prétention aujourd'hui affirmée des États-Unis à soumettre le reste du monde aux exigences et aux règles de leur propre droit.

Comme l'indique le titre de votre récent ouvrage, c'est bien le monde qui est en jeu.

Une voie semble se dégager que vous esquissez comme celle d'une « écologisation de la politique ». Jean Jouzel était venu, ici même, nous alerter, à la veille de la COP21, sur le destin de la planète soumise aux transformations du climat. Vous parlez vous-même d'une « gigantesque mutation de l'humanité qui interdira dorénavant à l'Occident d'imposer ses solutions et ses modes de vie au reste du monde ». La question est ouverte alors que

plusieurs conflits lui confèrent une tonalité de tragédie. À la guerre, à la pauvreté et au chômage, les trois peurs modernes, sont venues s'ajouter la pollution, le climat, les épidémies... Le qualificatif d'« irréversible », lourd de toute une philosophie fataliste, les réunit. Il nous faut de toute urgence donner un sens concret au respect des équilibres dans nos rapports avec la nature, si nous voulons éviter de nous entretuer, au Nord et au Sud, pour nous emparer des biens communs...

Dominique Lecourt

Professeur émérite des universités
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de la géopolitique

INTRODUCTION

La géopolitique, comme discipline, a un grand avenir devant elle. Très importante au début du XX^e siècle, un peu oubliée et mise à l'écart après 1945, en raison de son usage par les nazis qui y voyaient une science spécifiquement allemande, elle connaît un regain d'intérêt à l'heure actuelle. La raison en est simple : la géopolitique est indispensable à une bonne compréhension du monde, c'est-à-dire une compréhension réaliste.

Il faut cependant la faire évoluer au-delà de la vision westphalienne qui lui est classiquement associée. L'étude des relations entre États doit s'accompagner d'une prise en compte de nombreuses autres réalités : les forces économiques, bien entendu, parmi lesquelles l'économie souterraine, qui représente, d'après certains experts, jusqu'à 5 % du PIB mondial, mais aussi la dynamique et le poids des opinions dans un monde connecté, fébrilement suspendu au flux continu d'informations diffusées par les médias. La géopolitique contemporaine doit ainsi, à l'exemple des travaux de

Pierre Hassner ou Dominique Moïsi, s'élargir pour proposer aussi une véritable géopolitique des émotions ¹, qui joue même dans des régimes plus autoritaires, en Russie ou en Chine, et qui est indispensable pour comprendre le fonctionnement de nos démocraties contemporaines ultra médiatisées. C'est dans ce cadre d'une géopolitique plus complexe, mais plus réaliste, élargie pour prendre en compte l'ensemble des forces qui concourent à expliquer les relations internationales, que je souhaiterais défendre l'idée d'une écologisation du monde, après avoir montré que nous devons prendre notre parti de la fin de la domination occidentale comme de l'absence d'une « communauté internationale ». Je finirai par quelques mots sur l'avenir du Moyen-Orient puis sur la nécessité de refonder l'Europe : nous ne pouvons en effet continuer en faisant semblant d'ignorer que les peuples ne suivent plus.

I. UN MONDE SANS PUISSANCE DOMINANTE

Le fait majeur de l'histoire contemporaine est la fin de la domination occidentale. Les Occidentaux n'ont plus le monopole de la conduite du monde. Ils l'ont eu pendant plusieurs siècles, et cette situation leur paraissait si naturelle qu'il leur est difficile maintenant de s'adapter au fait que la puissance et la richesse ne sont plus entre

1. Voir en particulier, Dominique Moïsi, *Géopolitique de l'émotion*, trad. F. Boisivon, Paris, Flammarion, 2008.

leurs seules mains.

Pourtant, avec la chute de l'Union soviétique, le monde occidental a cru que sa domination allait perdurer. Son modèle avait gagné la partie. Les États-Unis ont imaginés qu'un nouvel ordre international, pour reprendre une expression de George Bush, allait se mettre en place, sous leur conduite. C'est l'époque de la « fin de l'Histoire » théorisée par Fukuyama : à part quelques récalcitrants isolés et sans importance, qu'on raisonnera à coup de sermons, de sanctions ou éventuellement de bombes, la démocratie occidentale et l'économie de marché ont définitivement triomphé sur l'ensemble de la planète.

Pour les États-Unis, le monde allait donc désormais suivre un cours pacifié sous leur *leadership* éclairé. Les Européens, de façon plus naïve, ont pensé qu'allait enfin se mettre en place une communauté internationale authentique. Dans les deux cas, *hybris* américaine ou idéal kantien de coopération entre nations unies autour d'un même modèle politique, il a bien fallu, à partir d'un moment, voir la réalité en face : l'Occident n'avait en fait plus le *leadership*. Bien entendu, les États-Unis et l'Europe restent des puissances très importantes. Aux États-Unis, le budget de la défense représente, à lui seul, la moitié des dépenses militaires dans le monde. Mais ils n'ont plus le monopole de la puissance. C'est angoissant, voire vexant, pour les Américains, d'où toutes les convulsions de la campagne présidentielle en cours, et ça l'est aussi pour les Européens. D'autant plus qu'un trait caractéristique de ces peuples, qu'on ne retrouve

pas chez d'autres, est la prétention à l'universalité. Il y a ainsi un hiatus particulièrement douloureux pour les Occidentaux entre leur prosélytisme et la réalité contemporaine. Dire cela ne signifie pas, bien entendu, que l'Occident n'a plus aucune carte en main. Nous avons des cartes majeures, mais pour bien les jouer il faut au préalable, même si c'est un peu brutal, regarder lucidement le monde actuel et notre propre histoire.

Contrairement aux illusions européennes des années 90, il faut ainsi admettre qu'il n'existe pas de communauté internationale. C'est le thème de mon dernier essai.² Les valeurs auxquelles nous croyons n'ont pas fait consensus, elles n'ont pas été acceptées partout, ou de façon absolue. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les convulsions qui agitent le monde musulman. De même, la mondialisation n'a pas été heureuse pour tous. Elle a certes sorti d'une pauvreté abjecte des millions de paysans asiatiques, mais elle a aussi été incroyablement perturbante, tout en créant des écarts de richesse absolument insensés, qui deviennent insupportables quand bien même le sort des plus pauvres se serait un peu amélioré.

S'il n'existe pas de communauté internationale, je ne vois pas non plus un pays ou un ensemble en particulier prendre le *leadership*.

Les États-Unis n'auront plus jamais le poids qu'ils ont

2. *Le monde au défi*, Paris, Fayard, 2016.

eu en 1945, ou qu'ils ont cru avoir durant les années 90.

Les Européens, de leur côté, ne veulent même pas d'une Europe puissante. L'Europe de la défense n'a pas avancé d'un millimètre depuis des années : plusieurs pays se satisfont de la protection américaine ; la remontée récente des budgets militaires chez certains pays qui ont peur de la Russie est très marginale ; de façon générale, il n'est pas sûr du tout que les Européens se conçoivent un jour comme une puissance unitaire, capable d'une alliance intelligente et équilibrée avec les États-Unis.

La Chine, quant à elle, en dépit de son ascension, ne cherchera pas à dominer le monde. Tout d'abord parce qu'elle n'est pas dévorée comme les chrétiens ou les musulmans par l'idée de convertir toute la planète. Le mépris des Chinois pour le reste du monde les protégera de toute tentation prosélyte. Ils auront bien évidemment une politique de puissance, mais elle visera essentiellement à protéger leurs approvisionnements. Et puis leur puissance sera contrebalancée par la coalition de tous les pays inquiets de leur force. On le voit avec l'exemple du Viêtnam : après tout ce qu'ils ont subi, les Vietnamiens ont récemment demandé à Obama pendant son voyage là-bas que la marine américaine puisse faire escale chez eux.

Quant aux BRICS, cette expression est à mettre aux oubliettes. Elle ne recouvre aucune réalité géopolitique. La Chine et l'Inde sont des rivaux, la Russie n'est pas un pays émergent, et les pays émergents, il y en a beaucoup,

sont bien trop nombreux pour constituer un ensemble cohérent.

L'Islam représente 1,6 milliard de personnes dans le monde, mais il est traversé de conflits : principalement entre les sunnites et les chiïtes, et entre 1 % de fanatiques et tout le reste. Ces derniers ne peuvent pas gagner. Ils peuvent déstabiliser, infliger de profondes souffrances, mais ils n'auront jamais aucun poids véritable à l'échelle du globe.

Selon certains, enfin, l'avenir est à l'Afrique. Mais ceux qui disent cela avancent fréquemment l'argument démographique, comme si l'accroissement de la population était un atout. Or c'est bien souvent un handicap. Le Niger, par exemple, risque d'atteindre les 80 millions d'habitants : c'est catastrophique, ils ne pourront que couler. Je ne suis pas du tout afro-pessimiste, mais il faut éviter d'être simpliste, et surtout de raisonner globalement au sujet de l'Afrique.

Je ne vois donc pas de force dominant le monde dans les années à venir. Et il n'y aura pas non plus de gouvernement mondial, ce qui est tant mieux. Les Nations unies, le G20, le G7, pour leur part, ne sont que des cadres. Il s'agit juste d'un nom de salle, en vérité. Ce qui en sort dépend des participants. Il ne s'agit pas des puissances en tant que telles.

Ni stabilisation en vue, ni contagion généralisée : voilà en fin de compte comment je vois les années à venir.

Les tensions en mer de Chine, en Ukraine, ou au Moyen-Orient ne conduiront pas, selon moi, à une confrontation plus large, comme cela avait pu être le cas dans les années qui ont précédé 1914. Le développement du niveau de vie, l'attachement au confort, le vieillissement des populations ne vont pas dans le sens d'un conflit généralisé. Mais je ne vois pas non plus les relations internationales se stabiliser. En termes marins, je dirais donc que nous sommes sur une mer agitée, force 5 ou 6, sans mer calme en vue, mais sans avis de tempête non plus. Et je crois que tous les responsables politiques, militaires, économiques devraient partir de ce constat d'un monde traversé de turbulences, à la fois sans risque de déflagration et impossibles à éradiquer, du moins pour les années à venir.

II. L'ÉCOLOGISATION DU MONDE

Le seul vrai lien, à terme, entre tous les habitants de la planète me semble donc, non pas de sauver la planète, qui peut très bien se passer de nous, mais de sauver l'habitabilité de la planète. Les scientifiques sont inquiets face au réchauffement climatique et à ses effets, mais ils le sont encore plus par l'addition de tout ce qui risque de rendre notre planète invivable à terme : climat, effondrement de la biodiversité, pollution, déchets, artificialisation des sols, mode de vie à l'américaine généralisé à 8, 9 voire 10 milliards d'habitants.

Or nous avons beau le savoir depuis plusieurs décennies maintenant, nous ne faisons rien sur le plan politique : il y a une sorte de résistance devant ce qui semble trop compliqué à changer, trop angoissant. Nous continuons aussi à opposer nature et culture, comme si prendre en compte la question écologique signifiait retourner à l'âge de pierre. Et les écologistes politiques, il faut bien le reconnaître, par sectarisme, gauchisme, ou alarmisme, appelez cela comme vous le voudrez, ont fini par bloquer la situation. 80 % des gens devraient être derrière eux et pourtant leur électorat se limite à 3 ou 4 % de la population. Il y a donc eu une erreur dans leur approche.

Je soutiens pour ma part l'idée d'écologisation, comme on dit industrialisation : un processus de transformation multidimensionnel, qui associe innovation et recherche, changements des comportements, et interventionnisme politique, avec un usage raisonnable des instruments fiscaux et réglementaires.

Ce qui semble alors insoluble aujourd'hui peut l'être si l'on se projette sur 10, 20 ou 30 ans. Si vous mettez face à face éleveurs de porcs en Bretagne et écologistes, à l'heure actuelle, rien n'est possible : les points de vue sont trop opposés. Mais si vous raisonnez sur quelques décennies, alors tout devient soluble. Partout dans le monde, on voit des start-ups, des jeunes ingénieurs expérimenter des solutions concrètes aux problèmes environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Dans le monde entier, des chercheurs sont en train

de travailler sur les moyens de remplacer par d'autres molécules les produits chimiques de l'agro-industrie contemporaine. Les choses bougent énormément sur ce plan, ce dont on n'a pas nécessairement conscience si on en reste à ce qui se dit dans la sphère politico-médiatique française. Même sur le plan économique, des changements importants ont déjà lieu. La Chine va fermer 2 000 mines de charbon, non pas pour faire plaisir à la diplomatie occidentale, mais parce que leur exploitation n'est plus soutenable ; le plus grand fonds souverain au monde, celui de la Norvège, a décidé de ne plus investir dans des sociétés qui émettent trop de gaz à effet de serre. Comme on le voit, l'intérêt économique n'est pas antagoniste de l'écologisation du monde : il en sera l'un des moteurs.

L'écologisation semble en revanche ne pas avoir grand-chose à voir avec la géopolitique. C'est une erreur : elle sera une donnée géopolitique majeure dans les années à venir. Et pas simplement à cause des réfugiés climatiques. Par exemple, la notion d'« État-voyou », si l'on veut reprendre cette expression, sera redéfinie. Il ne s'agira plus seulement d'un État qui souhaite se doter d'armements chimiques ou nucléaires en cachette, ou qui martyrise sa population. Ce sera aussi un État qui ne respectera pas un certain nombre de règles environnementales collectivement indispensables. Un pays qui voudrait raser des forêts vitales pour tous, par exemple. Je pense ainsi qu'on redéfinira ou qu'on élargira la notion de crime contre l'humanité pour y inclure les agissements de pays, qui en détruisant l'environnement,

portent atteinte à l'avenir de l'humanité.

III. QUEL AVENIR POUR LE MOYEN-ORIENT ET POUR L'EUROPE ?

Je souhaiterais pour finir ce tour d'horizon dire quelques mots sur deux questions qui nous concernent au premier chef : le Moyen-Orient et l'Islam, d'une part ; d'autre part, l'Europe.

Dans le premier cas, ce qui me frappe dans la désagrégation en cours, c'est qu'aucune des puissances régionales au Moyen-Orient n'est en mesure d'imposer ses vues. Les Iraniens sont évidemment plus forts qu'auparavant, mais pas suffisamment pour que domine l'arc irano-chiite ; les Saoudiens sont dans une situation préoccupante ; la Turquie et l'Égypte ne sont pas en position de mener la région ; Israël, enfin, cherche surtout à se protéger : si les Israéliens ont tort dans l'affaire palestinienne, je pense, en revanche, qu'ils n'ont rien à se reprocher sur le plan régional. Israël cherche surtout à se prémunir contre les risques de contagion, et pas à compliquer le jeu.

Aucune puissance régionale n'est donc en mesure de s'imposer, toutes se neutralisent. Rien ne peut alors empêcher la désagrégation en cours. Car il n'y a pas non plus de puissance extérieure capable de reprendre la main. À supposer même, ce qui est déjà beaucoup,

qu'Obama ou le futur président américain arrive à travailler avec Poutine et tous deux avec les autorités chinoises, je ne vois pas bien comment ils pourraient reconfigurer le Moyen-Orient, et empêcher notamment les Saoudiens et Iraniens de s'affronter par Yéménites et Syriens interposés. Personne n'a de levier en main. Mais cela finira par arriver : les deux pays finiront par se fatiguer, et trouveront le moyen de coexister. Le problème est qu'on ne sait pas quand cela arrivera – nous sommes plutôt dans une phase d'escalade, à l'heure actuelle.

Il y a ainsi un fossé terrible entre nos ambitions d'œuvrer à la mise en ordre de la région, fille, là aussi, de notre prétention universaliste, et la réalité, à savoir que nos moyens d'action, notre influence, sont très limités. L'opinion française est très sensible à la question, mais nous n'avons plus, en réalité, les moyens de nos émotions.

L'Europe, maintenant. J'y ai consacré une très grande partie de ma vie. J'ai négocié et signé plusieurs traités. Je ne crains donc pas de dire que les peuples sont en train de décrocher, et que nous avons sous-estimé ce fait.

J'ai commencé à en prendre conscience pendant la campagne pour le référendum sur le Traité de Maastricht. J'étais à l'époque Secrétaire général de l'Élysée. On se rappelle que pour François Mitterrand, il s'agissait d'accompagner l'unification allemande par une plus grande intégration européenne, et notamment une union

monétaire qui devait être dans l'intérêt de la France. Le prix à payer, c'était l'indépendance de la Banque centrale, mais il valait mieux obtenir un accord maintenant. Une fois le traité ratifié, peut-être serait-il possible ensuite de construire un gouvernement économique. Or cette ratification, Mitterrand insiste pour qu'elle se fasse par le biais d'un référendum. Pour quelle raison ? Premièrement, parce qu'il pense que si le Traité n'est pas sanctuarisé par un référendum, il risque d'être remis en cause plus tard. Ensuite, comme il le disait souvent à ses conseillers, parce qu'il avait besoin de savoir si les Français étaient d'accord avec lui sur cette question. Or je me rappelle que durant l'été précédent le vote, le « Oui » l'emportait très largement dans les sondages, à hauteur de 65 %. Mais Mitterrand nous disait : « Non, ça va passer, mais de justesse. ». Ce qui est frappant, ce n'est pourtant pas la justesse de ses prévisions. C'est qu'au départ, la campagne avait commencé sur des thématiques positives un peu générales et creuses, du type « L'Europe, c'est la paix », ou la jeunesse, ou l'avenir ; on lançait des ballons sur les plages, etc. Or, très vite, Jacques Pilhan nous dit : ça ne marche pas du tout. Les gens pensent qu'on les prend pour des imbéciles. Dire que « L'Europe, c'est la paix », par exemple, ne convainc pas. La paix est là depuis très longtemps, plus du fait d'ailleurs des États-Unis et de l'Union soviétique que de l'Europe elle-même : c'est une chose acquise, c'est un peu comme si on disait qu'on allait apporter l'électricité. Mais Jacques Pilhan avait l'art de saisir les courants profonds de l'opinion. Pas simplement par son intuition, mais au moyen de nombreux sondages et de

groupes de discussion où, à force de travail, il arrivait à faire dire le tréfonds de leur pensée aux participants. Et Pilhan nous dit, en août, qu'en vérité, les gens ont peur. Nous étions pourtant en 1992, au moment où les aspects perturbants de la mondialisation ne s'étaient pas encore fait sentir. Et c'est ainsi que nous avons fabriqué la phrase que Mitterrand utilisera notamment lors de son débat contre Philippe Seguin : « Une Europe forte nous protégera mieux ». Déjà, le thème de la protection, alors que nous ne sommes qu'en 1992, bien avant la crise des subprimes et le jihadisme fou. Or il n'est pas sûr que l'Europe nous ait spécialement protégés. Et depuis cette époque, je suis toujours un peu gêné quand on affirme que l'Europe ne peut qu'avancer, un peu comme un vélo, quand on prétend que, quel que soit, le vote des gens, il faut continuer – s'ils votent mal à un référendum, on passe par les traités, et vice-versa. Certes, je comprends le dessein historique, tout cela repose sur des idées de départ qui sont très belles, et j'ai moi-même beaucoup contribué au projet européen. Mais à un moment donné, si les peuples décrochent, on ne peut pas continuer. On peut avancer peut-être un peu à la marge, mais pas de façon significative.

La situation est maintenant la suivante : les anti-européens, qu'on a tort d'appeler eurosceptiques, représentent de 15 à 25 % en moyenne dans les pays de l'Union européenne ; à l'autre bout, 15 à 20 % de pro-européens, au centre-gauche et au centre-droit, avec parmi eux, au grand maximum, 1 % de fédéralistes, qui existent dans les journaux, les *think tanks*, mais n'ont

aucun poids dans l'opinion réelle ; et, par conséquent, au moins 60 % de sceptiques ou, plus précisément, de gens devenus sceptiques. Ceux auxquels Juncker a le courage de s'adresser quand il dit que l'Europe s'est rendue détestable à force de réglementations tatillonnes et d'intrusions dans la vie des gens. Tous ceux qui ont participé à la construction européenne ont été furieux d'entendre ça, mais Juncker le dit parce qu'il voit bien le décrochage qui a eu lieu. Il sait très bien que les directives sur la définition du chocolat (je vous invite à la regarder sur le site de la Commission, c'est incompréhensible dans toute langue connue), sur la forme des concombres ou les burettes d'huile d'olive, au bout d'un moment, ne font plus rire. L'objectif d'un marché unique, qui est un très bon objectif, s'est accompagné d'une surréglementation détestable. Mais il faut bien que les services de la Commission justifient leur existence : si nous nous contentions de donner des objectifs, à charge ensuite aux pays de les remplir de la façon qu'ils le souhaitent, les textes ne feraient plus qu'une demi-page. Quand Juncker écarte tout un tas de directives, on lui reproche ainsi de manquer d'ambition.

Le débat n'est donc plus simplement entre anti et pro-européens : au sein même des pro-européens, certains disent qu'il faut continuer à aller de l'avant, à lutter contre les populismes, etc. et d'autres, dont je fais partie, disent qu'au contraire, c'est cette attitude qui engendre le populisme. Car le populisme naît d'un sentiment d'abandon, d'inutilité de son vote, qui semble ne plus servir à rien, et d'un refus de ce qui est vécu comme

une agression. Il serait donc préférable, à mon avis, de commencer par remettre la machine sur ses pieds, en mettant en œuvre une véritable subsidiarité massive. Les fédéralistes protesteront, mais ils ont perdu toute légitimité morale et intellectuelle à condamner et traiter d'antieuropéens ceux qui ne sont pas d'accord avec eux, autrement dit 99 % des gens.

Ce débat au sein des pro-européens sera évidemment relancé par les résultats du référendum sur la sortie du Royaume-Uni. Le problème est que le résultat, quel qu'il soit, risque d'avoir des conséquences délétères. Je souhaite en effet, d'un côté, le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Je crains cependant que dans ce cas, la machine se dise qu'elle l'a échappé belle, mais qu'elle peut continuer à faire comme avant.

Or la construction européenne est véritablement en danger. Les choses doivent absolument changer. Malheureusement, je n'ai pas de solution miracle à proposer pour que les peuples adhèrent à nouveau à l'Europe. Mais à la différence des antieuropéens, qui le sont pour des raisons de fonds, je crois qu'il est possible de faire changer d'avis tous ceux qui sont simplement devenus sceptiques. J'ai récemment développé mon point de vue dans une tribune publiée dans la *Frankfurter Allgemeine* et *Le Monde*³. J'y défends notamment l'idée d'une pause : une pause de

3. « Il faut un compromis historique entre les élites et les peuples pour relancer le projet européen », 12 juin 2016, consultable dans sa version intégrale sur www.lemonde.fr

l'intégration, qui s'accompagne d'une conférence de refondation, sans la Commission et le Parlement, au début du type de la conférence de Messine, au cours de laquelle les gouvernements redéfiniront ce qu'ils veulent faire. Ce serait le moyen de remettre sur pied une Europe dont l'avenir doit être d'assurer la sécurité, au bon sens du terme, des Européens, pas de définir la forme des concombres. Certes, cela aboutira à un renversement : ce ne seront plus les mêmes gens aux commandes, ce ne seront plus non plus les mêmes traités. Mais je crois que nous ne pourrons pas échapper à cette échéance.



Débat avec la salle

Sophie Fiszman⁴ : *Vous avez affirmé que chaque pays est guidé par un objectif différent. Pour les États-Unis, il s'agirait de maintenir leur leadership. Pour la Chine, assurer avant tout l'accès aux ressources. Mais pour la France ? Quel est le principal objectif géostratégique de la France ? Par ailleurs, en ce qui concerne l'objectif général de préserver l'habitabilité de la Terre, il me semble que la Chine est le seul pays à avoir adopté une politique totalement différente : elle a pris le problème dans l'autre sens, puisqu'elle cherche à limiter sa population. Cette politique a peut-être en partie échoué, mais n'est-elle pas en fin de compte plus aisée à mettre en œuvre que de chercher à empêcher 7 ou 10 milliards d'habitants d'avoir la même consommation qu'un Français, avec tout ce que cela implique ?*

Hubert Védrine : L'objectif, pour la France, est très simple : comme n'importe quel être vivant, survivre. Le but, c'est que la France, non seulement demain, mais dans 40 ou 50 ans, soit toujours là. Qu'elle garde ses capacités, qu'elle garde, non pas l'indépendance, parce que nous sommes dans un monde interdépendant où

4. Directrice générale adjointe d'OFI Asset Management.

personne n'est complètement affranchi des autres, même pas les États-Unis, mais son autonomie de décision. Le but, donc, c'est de maintenir un rapport de force suffisant pour que la France puisse préserver tout ce qui la définit historiquement et aujourd'hui : une façon d'être, un mode de vie, etc. C'est d'ailleurs ce qui, à mon avis, pourrait unir les Européens : préserver le mode de vie à l'euro péenne, qui est quand même ce que nous avons inventé de mieux. Voilà l'objectif stratégique, à long terme. Après, il y a une autre dimension, qui est que la France fait partie des rares peuples au monde qui pensent avoir un message spécial à délivrer au reste de la planète. Nous nous pensons universels. « Fille aînée de l'Église » (ce qui n'était qu'un arrangement entre un petit roi mérovingien et le Pape du moment), « Patrie des Droits de l'Homme » (qu'il faudrait plutôt corriger, à la suite de Robert Badinter, en « Patrie de la *Déclaration* des droits de l'Homme »)... : il y a une espèce de prétention française à incarner quelque chose de spécial, de plus haut. Les Français n'aiment pas l'idée que l'objectif d'une nation est de préserver ses intérêts vitaux, c'est tout. Ils pensent qu'une sorte de mission spéciale s'ajoute à ça.

En ce qui concerne la Chine : comme vous le savez, les Chinois sont en train d'abandonner la politique de l'enfant unique, qui n'était déjà pas entièrement respectée. Ceci dit, il est vrai que l'augmentation illimitée de la population compliquerait sérieusement les choses. J'en ai parlé tout à l'heure au sujet du Niger, et je pourrais prendre d'autres exemples dans le Sahel. Il serait, en effet,

préférable que la population mondiale ne monte pas au-delà des 7 milliards d'habitants. Mais dire cela n'avance pas à grand-chose. Le problème, c'est comment faire ? Il n'y a pas de puissance mondiale pour décréter le planning familial partout sur le globe, notamment là où son absence pose de graves problèmes. On ne sait pas sur quels leviers jouer. Dans des pays traditionnellement catholiques, comme l'Espagne ou l'Italie, on est passé de 5, 6 enfants par femme à quasiment 0, mais il s'agit d'un phénomène non programmé, et, de surcroît, exagéré, qui n'est pas souhaitable. Il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse, et se retrouver dans la situation du Japon, de la Russie, ou de l'Allemagne. Il y a un point d'équilibre à trouver. L'idéal, en fait, ce serait d'arriver à ce que tout le monde soit au niveau français, avec un petit peu plus de 2 enfants par femme en moyenne. Mais nous ne savons pas ce qui donne ce résultat, nous ne pouvons pas prétendre au statut de conseiller technique en démographie. Ce qui est clair, toutefois, en ce qui concerne les pays du Sahel, c'est que les gouvernements devraient avoir le courage d'affronter non seulement les coutumes locales, mais le regain de l'islamisme. La situation actuelle dans ces pays est aussi le résultat de trente ou quarante ans de propagande wahhabite, ignorée par des élites africaines ou maghrébines formées à la française, donc, en fin de compte, plutôt laïques, pour lesquelles les histoires de religieux, de barbus n'ont pas d'importance. Ces élites sont rattrapées maintenant par le phénomène, elles tentent de s'organiser pour reprendre le contrôle, mais c'est très compliqué.

Hélène Conway-Mouret ⁵ : *J'adhère assez facilement à l'idée d'écologisation du monde. Mais comment concilier l'urgence écologique, l'immédiateté, le fait que les peuples, de nos jours, veulent des réformes qui portent leurs fruits immédiatement, et ce que vous prônez, à savoir la nécessité d'une réflexion et d'une mutation inscrites dans la durée ? Comment concilier le court terme et ce long terme dont vous avez besoin pour que l'écologisation du monde prenne racine ?*

Hubert Védrine : La réponse est simple : le long terme, ça commence tout de suite. Ça ne consiste jamais à reporter à trente ans. Il y a une anecdote connue sur Lyautey : voulant faire planter des arbres, on lui répliqua qu'ils allaient mettre cinquante ans à pousser ; sa réponse fut : « Raison de plus pour les planter aujourd'hui ». Il en va de même aujourd'hui, et, d'ailleurs, les progrès sont déjà en cours : les cimenteries les plus récentes, les plus modernes, recyclent quasiment 99 % de leurs déchets, ce qui était impensable avant ; la consommation et la pollution d'un moteur automobile n'ont plus rien à voir avec ce qu'il y avait 30 ans auparavant. Le monde économique, industriel, des ingénieurs, des chercheurs avancent sans faire tellement attention aux débats qui animent la sphère politico-médiatique. Partout, de jeunes chimistes cherchent des molécules capables de se substituer aux cochonneries qu'on a dû mettre dans l'agro-alimentaire. Je suis donc assez confiant. Les choses avancent. Les gens modifient leur point de vue. Mais il

5. Sénatrice représentant les Français établis hors de France.

faut inscrire cela dans un processus, prendre le temps de faire les choses progressivement. Je prends l'exemple de la viande : il y a actuellement, indubitablement, une surconsommation de viande, désastreuse à tout point de vue : elle aboutit à la destruction de forêts entières pour faire du soja afin de nourrir les élevages, qui eux-mêmes émettent du méthane et sont traités dans des conditions affreuses, avec en plus, au total, des conséquences délétères sur la santé publique, parce que l'*homo sapiens* que nous sommes n'est pas fait pour manger autant de viande. Tout cela est incontestable. Mais si on arrête tout du jour au lendemain, on se retrouve avec 300 millions de personnes au chômage. Ça ne peut pas marcher comme ça, sauf à imaginer une sorte de dictature, de fascisme écologique mondial. On ne trouvera donc de solution que dans la durée. Les populations sont peut-être impatientes, mais elles comprendront progressivement. Ce qu'il faut, en revanche, c'est que les écologistes professionnels, les hommes politiques, arrêtent de tympaniser les gens avec trois ou quatre sujets choisis uniquement pour faire peur, les OGM ou le nucléaire par exemple : cela n'a pas d'intérêt, c'est sans issue. Vous remarquerez que la plupart des écologistes politiques ne parlent jamais des progrès que j'ai évoqués, parce que ça ne les intéresse pas, ils n'ont pas envie qu'on leur dise que le système peut et va se réinventer, que des innovations très intéressantes apparaissent chaque jour. Ils n'en ont pas envie parce qu'ils veulent démontrer que le système n'est pas réformable. C'est du gauchisme appliqué à l'écologie. Les vrais progrès ne les intéressent pas. Mais

ils ont perdu la partie, ils sont en train de s'autodétruire, leur audience se limite à 3 ou 4 % de l'opinion, tandis que le système, en revanche, évolue de lui-même.

Alain Houpert⁶ : *Vous soutenez qu'il faut travailler dans la durée, prendre le temps. Mais n'y a-t-il pas urgence à agir ? Une urgence pour la planète ? L'Himalaya, par exemple, fond, libère des tonnes de méthane, des milliers de lacs sont en train de se créer au Tibet, qui ne sont retenus que par de fines bandes de glace, mettant en danger la vie de millions d'Asiatiques. Ne faudrait-il pas faire comprendre, aux États-Unis et à la Chine en particulier, que la vie de notre planète dépend d'eux, de leur action, et qu'il y a urgence ?*

Hubert Védrine : La réponse, selon moi, doit consister à alarmer, mais sans paniquer. Si vous créez la panique, c'est fichu. Vous n'arriverez plus à rien si vous laissez penser que, de toute manière, il n'y a plus rien à faire, que la situation est irrécupérable. On n'a plus alors qu'à aller dans une secte millénariste pour en finir. Il faut donc à la fois alarmer, c'est indispensable, tout en proposant des solutions. Vous parlez de l'urgence. Mais l'urgence, ça ne se décrète pas tout seul dans une salle de l'Institut Diderot : il faut que cette idée se diffuse, mais elle ne le pourra pas si on n'associe pas à l'idée d'un danger des propositions concrètes et praticables pour y remédier. Ségolène Royal a dit un jour que l'écologie ne doit pas être punitive : elle avait raison. Si c'est punitif, ça ne peut

6. Sénateur de la Côte-d'Or (Bourgogne-Franche-Comté).

pas marcher. Des populations entières n'accepteront pas qu'on les prive de leur droit à se développer ou à vivre. Il ne suffira pas de dire qu'il faut arrêter : il faut travailler sur le contenu du développement, et cela ne pourra se faire que sur le long terme – ce qui ne veut pas dire qu'il faut attendre, mais que cela ne peut se faire qu'au fur et à mesure, au moyen d'initiatives et d'avancées technologiques concrètes et progressives. Regardez les États-Unis : Obama a beaucoup fait avancer la position américaine depuis Copenhague en 2009. Et, selon moi, les États-Unis ne reviendront pas sur leurs engagements, même si les Républicains arrivent au pouvoir. Ils essaieront bien, mais ça ne marchera pas, ne serait-ce que parce que des villes, des personnalités, des financiers, des entrepreneurs, des scientifiques continueront. Les États-Unis ne sont pas fait que d'un bloc, il y a aussi là-bas un mouvement qui va dans le bon sens. On pourrait aussi prendre l'exemple de la Chine : il y a quelques années, le discours chinois, c'était de dire que les histoires de CO2 n'étaient que des salades, et que même si c'était vrai, c'était de notre faute, parce que ce sont les Occidentaux qui ont fait la révolution à coup de charbon. Or on voit bien maintenant qu'il y a une prise de conscience importante en Chine, pas tant sur le climat que sur les conséquences environnementales désastreuses de leur développement. L'air devient littéralement irrespirable, il y a de nombreux scandales environnementaux, des affaires d'empoisonnement des populations. Les Chinois protestent avec véhémence sur Internet (ce qui représente quand même un public de 500 millions de personnes). Et il serait faux de réduire le

pouvoir en Chine à une dictature totalitaire – les choses sont plus compliquées : après tout, par exemple, le PCC, compte tout de même 80 millions de membres, il y a donc par la force des choses au moins des rudiments de démocratie, de débat, qui permettent à ces questions de s'imposer aux autorités. La Chine évolue donc, non pas pour faire plaisir à la diplomatie française, mais par pur et simple calcul, parce que la façon dont ils se développent actuellement n'est plus soutenable.

Les choses commencent ainsi à bouger, et nous allons voir apparaître assez vite, selon moi, l'idée de compétitivité écologique. Encore faudrait-il que nous ayons un instrument de calcul de la croissance plus adéquat que le PIB. Celui-ci ne mesure que des flux marchands, or c'est très insuffisant : raser une forêt pour y construire une usine polluante qui créera des cancers dans 50 ans fait augmenter le PIB. Le problème étant qu'il est infiniment complexe de mesurer la valeur du patrimoine écologique mondial, et de mettre au point un PIB écologique. Ça ne peut pas se faire en un jour. Toujours est-il qu'un tel instrument serait très précieux : il permettrait de montrer qu'un investissement est rentable ou non sans avoir besoin de forcer la main. De lui-même, le marché, dans sa bestialité, irait dans la bonne direction. Des milliards de décisions quotidiennes seraient réorientés dans le bon sens grâce à cet outil, sans avoir besoin de forcer la main. Je crois à ça plus encore qu'à toutes les différentes lois de transition.

Michel Hannoun⁷ : *Vous avez évoqué au début de*

vosre propos l'idée d'une « géopolitique des émotions ». Pourriez-vous en dire un peu plus sur ce sujet, et sur les conséquences de la crise de l'autorité ? Vous avez montré dans vos travaux antérieurs qu'il n'y avait plus de leadership accepté par tous : quels leviers, alors, permettront d'aboutir aux évolutions que vous presentez ?

Hubert Védrine : La crise de l'autorité est une question importante : elle se résume au fait que dans les pays où la démocratie est installée depuis longtemps, les citoyens ne se sentent plus représentés par leurs représentants. On vote pour quelqu'un et huit jours après on dit qu'il nous a trahis. Autrement dit, dans des peuples maintenant très informés, très éduqués, avec en plus l'information en continu, il y a le désir qu'on nous redemande sans cesse notre avis. Un élu peut être désigné démocratiquement, mais après s'il lance un équipement public sans me redemander mon avis, ce n'est plus démocratique. Il y a ainsi une sorte de négation de la démocratie représentative, et tous ceux qui ont exercé des fonctions d'élus ou au gouvernement le savent bien. Une des conséquences de cela, c'est la demande de démocratie directe. Ce qui n'était, jusque là, qu'une pratique sympathique dans les cantons suisses est devenu technologiquement possible : avec les smartphones, on pourrait demander chaque jour aux citoyens leur avis, ce qui permettrait de se débarrasser de tous ces dirigeants dans lesquels nous ne nous

reconnaissons plus. Je pourrais ainsi cliquer pour voter le rétablissement de la peine de mort à la suite d'un crime atroce avant-hier, puis deux jours après, si je me dis que ce n'est quand même pas dans mes convictions, re-cliquer pour l'abolir. Je ne suis pas nécessairement contre, dans la mesure où la seule façon, à mon sens, de sauver la démocratie représentative, c'est de la relégitimer par de la démocratie participative, active, mais il faut que celle-ci soit encadrée : il faut éviter de faire des référendums tous les matins sur tous les sujets, il faut diriger ce désir d'une démocratie directe qui, sans organisation, peut être vraiment dangereuse.

En ce qui concerne les émotions, je faisais allusion aux travaux de Pierre Hassner, et à un essai de Dominique Moïsi qui, en résumé, repère trois ensembles émotionnels dans le monde actuel. Premièrement, un monde de l'humiliation, où le ressentiment est important : il s'agit du monde musulman, pour de très nombreuses raisons, qu'on peut trouver absurdes, mais c'est ainsi ; un monde de l'espoir, à savoir à peu près tous les pays émergents, sauf les pays musulmans ; enfin, une culture de la peur, dans le monde occidental, qui dominait auparavant et qui maintenant se fait concurrencer par plusieurs rivaux. Ce résumé peut avoir l'air schématique, mais il n'est pas faux. Les émotions pèsent dans les systèmes de décision, notamment dans les démocraties dont les gouvernements sont maintenant toujours un peu en manque de légitimité, en manque d'autorité. Comme le vampire qui a besoin de sang frais, ils ont ainsi sans arrêt besoin de se ressourcer, de se relégitimer, d'où

par exemple la chasse aux sondages. En politique étrangère ou en matière de politique de défense, c'est spécialement handicapant. Ce sont des domaines où il faut réfléchir sur le long terme, avoir une vision historique, prendre des décisions qui peuvent avoir un impact très longtemps après. Or, dans le même temps, vous êtes obligés de vous prononcer, tous les jours, sur une quantité extraordinaire de choses absurdes qui n'ont rien à voir avec ça. Le diplomate ou le ministre des Affaires étrangères exerce ainsi, en fait, deux métiers : il lui faut à la fois prendre des décisions dans l'intérêt de son pays dans le long terme, et se prononcer au sujet d'une déclaration faite il y a une heure, ou d'un événement de la veille. Quelques personnalités arrivent à synthétiser les deux, mais l'énorme système émotionnel qui se transforme en feu de cheminée sans arrêt et qui pèse sur les décideurs est un facteur d'aggravation de ce que vous disiez sur la crise de l'autorité. À force de courir derrière l'opinion, les gens ont le sentiment que ceux qui ont l'autorité ne l'exercent plus : il y a un cercle vicieux qui dégrade l'autorité politique et avec lequel il faut rompre, à mon avis, en refusant ça.

Jean-Hugues Barthelemy⁸ : *Vous avez évoqué l'échec de l'Occident à imposer universellement ses valeurs. Ne lui serait-il pas possible de conserver un rôle ne serait-ce qu'intellectuel en régénérant complètement l'idée des Lumières, grâce à une redéfinition du droit,*

8. Directeur du Centre international des études simondoniennes (Fondation « pour la science »/Maison des Sciences de l'Homme-Paris-Nord).

à laquelle s'attellent plusieurs philosophes de ma génération, au-delà des théories du contrat et dans un cadre correspondant tout à fait à ce que vous appelez l'écologisation ? Vous n'avez d'ailleurs pas évoqué le rôle de la société civile dans ce processus d'écologisation. Certaines associations internationales, Avaaz, par exemple, qui compte plus de 42 millions de membres dans le monde, font vraiment bouger les choses. Quel rôle, donc, pour la société civile, dans la mesure où il lui est maintenant possible de véritablement s'internationaliser ?

Hubert Védrine : En ce qui concerne l'échec de l'Occident, je me borne simplement à constater que l'Occident n'a pas réussi à accomplir son ambition. On a vraiment cru au début des années 90 qu'il s'agissait de la fin de l'Histoire, qu'il n'y aurait plus de désaccord, que tout le monde, à part quelques récalcitrants, adopterait la démocratie et le marché – la démocratie de marché, disait Bill Clinton. Les choses se sont avérées bien plus complexes. Est-ce à dire que l'Occident a achevé son rôle ? Bien sûr que non, je ne suis pas partisan d'un suicide collectif. Je pense toutefois que les Occidentaux ne peuvent défendre leurs intérêts vitaux et leurs convictions qu'en faisant un retour sur eux-mêmes, qu'en faisant le bilan de leurs interventions de façon lucide. Nous sommes viscéralement attachés au respect des Droits de l'Homme, c'est très bien. En revanche, le « Droit de l'Homisme », le fait de les imposer aux autres au nom d'une sorte de mission autodécritée, a marché dans certains cas, mais, bien souvent, pas du

tout. Nous n'allons pas recoloniser le monde. Nous avons envoyé des missionnaires, des Pères blancs, et il faut se rendre compte que ce sont les ancêtres des ONG actuelles, dont le but peut être éminemment respectable, mais souvent voué à l'échec. Nous sommes prosélytes, c'est un fait. Il remonte à Saint-Paul qui, face à l'Église de Jérusalem continue après le Christ à ne penser que comme une nouvelle petite secte juive parmi d'autres, affirme la vocation universelle de la nouvelle religion, la nécessité d'aller convertir le monde entier, les Romains, les Grecs. C'est là la matrice de l'Occident, et je ne dis pas du tout qu'il faut y renoncer, qu'il faudrait nier ce que nous sommes, mais, simplement, qu'il faut prendre conscience que nos valeurs et notre ambition prosélyte ne sont pas partagées par tous et sont souvent vouées à l'échec. Si vous allez comme cela voir des Chinois, ils vous diront tout bonnement non, ou que nos valeurs universelles, d'une part, sont bien souvent intriquées avec nos intérêts et, d'autre part, que ce qu'il y a d'intéressant en elles, d'universel, existe déjà chez eux, dans le confucianisme par exemple. Commençons donc plutôt par faire un effort sur nous-mêmes, par nous demander si nous sommes fidèles, en Europe, à nos valeurs, et ensuite donnons l'exemple, essayons d'entraîner les autres nations ainsi, plutôt que d'entrer dans le cercle vicieux du prosélytisme et de l'ingérence.

Quant à la société civile, c'est un peu comme ce que j'ai dit au sujet de la démocratie participative : régulée, ordonnée, c'est très bien, pour régénérer la démocratie

représentative, mais, en fin de compte, la vraie société civile, ce sont les électeurs. Les citoyens peuvent faire énormément, bien entendu, mais ils n'arriveront pas à se substituer au gouvernement, parce qu'au bout d'un moment, il faut quand même quelqu'un qui décide. La gare de Stuttgart, après dix ans d'affrontement, l'intervention de la société civile, des ONG, les recours en justice, au bout du compte il y a bien dû y avoir une autorité pour trancher la question. Il n'est pas possible de se passer d'un principe d'autorité, dans le bon sens du terme. Dire cela n'est pas s'opposer à un rôle de la société civile, elle a toute sa place, plus grande qu'avant, avec un plus grand rôle de la démocratie participative, mais elle ne peut pas se substituer à la démocratie représentative, au risque de retomber dans ce que je décrivais, cette forme de démocratie technologique qui n'est jamais que la dictature de tous sur chacun.

Luc Perino⁹ : *Il existe deux mondialisations qui fonctionnent assez bien : celle de la science, et celle des grands groupes internationaux. Dans les deux cas, on ne parle que l'anglais, et je voudrais donc poser la question de la langue en ce qui concerne l'Union européenne : est-il véritablement possible de construire une union d'États comme l'Europe sans avoir auparavant décidé d'une langue commune ?*

Hubert Védrine : C'est une question insoluble, mais, de toute façon, il n'y aura jamais de traité décidant de

9. Médecin, essayiste et romancier.

l'abandon des langues des différents pays au profit de l'anglais – parce qu'il ne peut s'agir évidemment que de l'anglais. Je remarque d'ailleurs que de nombreux pays, hors de l'Union européenne, ne se laisseront jamais grignoter par l'anglais : la Chine, la Russie, les pays arabes. Cette question ne concerne en fait que quelques pays de l'Europe de l'Ouest, un peu fatigués, et même là, l'Espagne, par exemple, n'est pas du tout sur cette ligne, puisque la langue espagnole est celle, aussi, de l'Amérique latine et d'une part croissante des États-Unis. Il serait donc vraiment dommage – d'autant plus en cas de Brexit ! – que le français soit la seule grande langue de civilisation et de culture à passer d'elle-même à la trappe au profit de l'anglais afin de faciliter les échanges. La vérité est que l'Union européenne (pour reprendre une expression de Jacques Delors, en apparence un oxymore, mais en fait assez réaliste) est une fédération d'États-nations, et qu'il faut en prendre son parti, notamment sur le plan linguistique. Ce n'est pas nécessairement un problème : je pense en effet que la technologie va probablement rendre cette question caduque. Les logiciels de traduction simultanée progressent à grands pas, et je me demande vraiment si nous n'avons pas en fait connu un pic, maintenant dépassé, de la pratique de l'anglais dans les institutions scientifiques ou diplomatiques. Mais l'idéal, bien entendu, serait que tout le monde parle trois langues, certaines nations qui n'ont pas le choix y arrivent très bien.

Dominique Lecourt : *Je voudrais réagir à la réponse que vous avez faite à la question de Mme Fiszman. Vous avez donné comme objectif à la France la survie. Je dois vous dire que je suis un peu étonné. C'est une idée qui me paraît insuffisante sinon dangereuse, du moins...*

Hubert Védrine : Insuffisante ?... Je voulais simplement dire que le but d'une nation, dans le monde d'aujourd'hui, c'est de persévérer, d'être toujours là...

Dominique Lecourt : *De persévérer dans son être... C'est vraiment un minimum !*

Hubert Védrine : C'est un minimum, mais qui n'est pas acquis pour tout le monde. Et la mondialisation, relativement à laquelle, encore une fois, je n'ai pas du tout un regard négatif, a souvent été accompagnée de l'idée qu'il fallait éradiquer les nations. C'est de cette façon que certains, par exemple, ont interprété le projet européen, avec l'échec que l'on connaît. Regardez notre rapport à l'Islam, question qui n'a pas encore été abordée et sur laquelle je souhaiterais terminer. Pour les islamistes, si on regarde sur leurs sites, la question de la survie de la France se pose vraiment, elle n'est pas absurde pour eux. Houellebecq a bien senti la question dans son dernier livre. Qu'on l'aime ou pas, c'est un grand talent, un sismographe dont il faut tenir compte. Donc ces questions engagent l'idée de ce qu'est la France dans le long terme. Que faire, alors ? Pendant très longtemps, on a pensé que la question de l'Islam n'en était pas une. Formés par la laïcité à la française, les facteurs religieux

nous ont semblé secondaires. La plupart des élites au Maghreb et en Afrique, éduquées dans le même cadre, ont ainsi laissé le wahhabisme se répandre. Elles n'ont pas vu l'importance du phénomène. En France, face aux événements récents, par masochisme ou repentance, nous mettons l'accent sur l'échec de nos politiques en banlieue, de l'intégration ou encore de l'école. Certes, mais cela ne permet pas d'expliquer Boko Haram ou les Talibans. Il faut éviter une telle vision nombriliste, qui nous empêche de prendre la mesure de l'ensemble du phénomène. Une réponse courante face à ces problèmes, dans notre pays, est d'en appeler à plus de laïcité. Il ne faudrait pourtant pas oublier que la mise en place de laïcité, avant et après la loi de 1905, ne s'est pas faite sans violence contre l'Église : il a fallu employer l'armée, dissoudre des congrégations, expulser leurs membres des églises. Certes, l'Église était alors dominante, donc le problème est différent maintenant, puisque l'Islam ne représente que 10 % des gens en France, mais cet Islam n'est plus celui des premiers immigrants algériens venant travailler en France, qui en réalité étaient aussi laïques que les Français de métropole. Il s'agit d'un Islam différent : comment faire avec ? La plupart des progressistes réformateurs musulmans, au Maghreb, disent qu'il faut mettre un coup d'arrêt. Ils ne disent pas que le voile, ce n'est rien, parce qu'ils savent très bien que ce voile vient de certains milieux yéménites ou afghans, qu'il n'a rien à voir avec le voile qui était porté marginalement au Maghreb. Les réformateurs disent de mettre des limites, d'être intransigeants. Mais si on fait cela en France, il y aura tout un mouvement pour

s'y opposer, pour dire qu'il ne faut pas mettre le feu aux poudres, qu'il faut négocier, trouver un compromis. Comme vous le voyez, il s'agit d'une question complexe, qui engage l'idée que l'on se fait de la France dans 30 ou 40 ans...

Dominique Lecourt : *Une certaine idée de la France...*

Hubert Védrine : A laquelle nous n'avons jamais été confrontés. Quand Napoléon a organisé le culte israélite, il disposait, premièrement, d'une autorité politique qui n'existe plus, et, ensuite, il ne s'agissait que de 0,02 % de la population. Je pense toutefois qu'un Islam réformateur, moderne, pourrait fleurir en Europe. Je crois même qu'il ne peut se développer qu'à partir de l'Europe, qui compte 20 millions de musulmans, sans les handicaps et les contraintes qui rendent les choses infiniment plus compliquées ailleurs. Mais l'occasion sera-t-elle saisie ? Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas eu une immense manifestation des musulmans européens contre les islamistes pour dire, comme avaient commencé à le faire les musulmans britanniques, « *Not in my name* ». Mais le problème est que, contrairement au Roi du Maroc qui est courageux, les autorités musulmanes en Europe ont peur du sujet. Et que nos dirigeants pensent que demander aux musulmans européens de se prononcer clairement mettra le feu aux poudres, donnerait l'impression de les pointer du doigt, de les stigmatiser, ce qu'il ne faut absolument pas faire, etc. C'est typique de la pensée fausse, et cela aboutit au fait que les seuls qui ne puissent pas s'engager sur ce sujet, ce sont les

musulmans ! Tout le monde pourrait parler du sujet, sauf eux. C'est absurde. Je crois que nous devons clarifier le système européen sur le plan politique, d'une part, et intégrer l'Islam en Europe dans le cadre d'une laïcité redéfinie, sans pour autant être agressifs ou fermés. Ces deux points n'ont apparemment pas de rapport, mais l'avenir de l'Europe risque d'être sérieusement remis en question si nous n'arrivons pas à y apporter des réponses et satisfaisantes.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel

-
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiïte et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

L'avenir de la géopolitique

Le destin de la planète soumise aux transformations du climat peut-il favoriser une « écologisation de la politique » ?

Hubert Védrine s'alarme de la « gigantesque mutation de l'humanité qui interdira dorénavant à l'Occident d'imposer ses solutions et ses modes de vie au reste du monde ».

La question est ouverte alors que plusieurs conflits lui confèrent une tonalité de tragédie.

À la guerre, à la pauvreté et au chômage, les trois peurs modernes, sont venues s'ajouter la pollution, le climat, les épidémies... Le qualificatif d'« irréversible », lourd de toute une philosophie fataliste, les réunit.

Notre invité plaide pour un respect des équilibres dans nos rapports avec la nature, si nous voulons éviter de nous entretuer, au Nord et au Sud, pour nous emparer des biens communs...

Pr. Dominique LECOURT

Directeur général de l'Institut Diderot



Hubert VEDRINE, ancien Ministre des Affaires étrangères (1997-2002).

La présente publication ne peut être vendue

